

De meilleurs salaires promis aux jeunes enseignants

Jusqu'à six ans d'ancienneté, les professeurs des écoles toucheraient entre 71 et 156 euros nets mensuels d'augmentation en 2021, selon quatre scénarios du ministère. Les milieu et fin de carrière passeraient plus rapidement à un grade supérieur.

ÉDUCATION Les premiers scénarios de revalorisation des enseignants s'affinent pour 2021 au fil des discussions. Pour compenser une baisse de pension liée à la réforme des retraites, le gouvernement s'est plusieurs fois engagé, ces derniers mois, à hausser leur niveau de rémunération pendant plusieurs années. Il est toujours question de 10 milliards d'euros d'augmentation globale à horizon 2037.

La première marche de l'escalier, c'est l'année 2021 avec 500 millions d'euros à répartir. Les quatre scénarios présentés la semaine dernière aux syndicats d'enseignants divisent dans la profession car le ministère a décidé de concentrer ses efforts sur les plus jeunes, qui sont aussi les plus concernés par la réforme des retraites. Tous les scénarios concernent surtout les premiers « échelons » et, dans une moindre mesure, les grades suivants. La revalorisation tou-

cherait plus ou moins d'enseignants selon les quatre hypothèses : 14 %, 23 %, 44 % et 76 %. Elle se ferait sous forme d'une « prime d'attractivité du métier », l'idée étant d'attirer davantage d'étudiants à s'engager dans une profession qui a beaucoup perdu de son lustre.

« Aumône indigne »

Dans tous les cas de figure, les professeurs des écoles, les plus mal lotis financièrement, percevraient dès 2021 entre 90 et 156 euros nets mensuels d'augmentation par mois lors de leurs quatre premières années de carrière, selon les calculs du Snalc. Ils toucheraient entre 71 et 150 euros nets entre quatre et six ans d'ancienneté. Les jeunes professeurs certifiés et agrégés exerçant dans l'enseignement secondaire seraient également augmentés de façon sensible mais un peu moins que leurs collègues des écoles primaires. Les troisième et qua-



Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, sur le perron de l'Élysée, mardi. LUDOVIC MARIN/AFP

trième scénarios ont été proposés pour satisfaire le plus grand nombre. C'est là que le bât blesse... Car la manne s'amenuise. Entre 14 et 26 ans d'ancienneté, les enseignants ne peuvent espérer que 14 à 21 euros d'augmentation, selon la proposition du ministère. De quoi mettre en colère nombre d'entre eux, qui fustigent cette « aumône indigne ». Pour autant, note Stéphane Crochet du syndicat Se-Unsa, une partie importante de cette enveloppe de 500 millions d'euros ne serait pas uniquement destinée à cette prime mais aussi à accélérer les promotions à la « hors classe » et à la « classe exceptionnelle » - les grades les plus rémunérateurs - pour les professeurs en milieu et en fin de carrière.

Une partie de l'enveloppe devrait par ailleurs être consacrée à payer des heures de formation pour les enseignants pendant leurs vacances. Et à revaloriser les heures supplémentaires accordées

aux établissements pour améliorer le remplacement des professeurs absents.

Ces premières approches passent difficilement dans un milieu enseignant en ébullition. Notamment parce que le ministère ne propose pas, pour le moment, de scénario précis après 2021 : « Si les augmentations se poursuivent comme promis, on peut espérer des débuts de carrière à 2000 euros nets dans quatre ou cinq ans, ce qui est bien. Mais nous n'avons encore aucune certitude, ce qui suscite un fort agacement et vient encore un peu plus alimenter la défiance envers le gouvernement », observe Stéphane Crochet.

En clair, beaucoup d'enseignants ne croient pas le gouvernement et sont persuadés que la « revalo » s'arrêtera à 2021. CGT Éducation évoque une « arnaque ». Il s'agit de revaloriser « très peu de monde correctement ou beaucoup plus de monde mais sous forme d'aumônes pour une majorité », résume le syndicat. ■ **M.-E.P.**